

Questions orales

L'hon. Robert Stanbury (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, la question est à l'étude. Je puis assurer aux députés et aux contribuables qu'ils ne seront pas pénalisés à la suite des retards dans la distribution du courrier ou encore des inondations dans les Prairies.

* * *

LES POSTES**LA GRÈVE DES POSTIERS—LA LIVRAISON DES CHÈQUES D'ALLOCATIONS FAMILIALES EN C.-B.**

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Postes. Étant donné que les chèques d'allocation familiale attendent d'être traités dans les bureaux de poste de la Colombie-Britannique et que les maîtresses de maison menacent de piqueter les piquets de grève, certaines l'ayant déjà fait à Kamloops, le ministre des Postes a-t-il songé à prendre certaines dispositions pour que les maîtresses de maison touchent leur chèque d'allocation familiale, même s'il doit leur permettre d'entrer dans les bureaux de poste pour traiter leur propre courrier?

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, il est malheureusement vrai que certains chèques d'allocation familiale, en Colombie-Britannique, en Alberta et dans la province de Québec, n'ont pas encore été livrés, bien que la plupart l'aient été. Je peux assurer l'honorable député que nous avons demandé aux employés des Postes de ces régions d'essayer eux-mêmes de livrer ces chèques, ou de permettre qu'une entente soit conclue afin que les familles canadiennes ne souffrent pas du conflit actuel.

* * *

[Traduction]

LA CONSOMMATION**L'ANNONCE D'UNE HAUSSE DU PRIX DU BŒUF À TORONTO**

M. Terry Grier (Toronto-Lakeshore): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Consommation et des Corporations s'il est au courant des bruits qui ont couru pendant la fin de semaine selon lesquels le prix du bœuf à Toronto augmenterait de 20 à 30c. la livre cette semaine. A-t-il fait enquête à ce sujet et peut-il assurer la Chambre que ces bruits sont inexacts?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu la même chose pendant la fin de semaine. Je l'ai déjà dit à un autre député, je fais étudier la question.

M. Grier: Le ministre est-il à même aujourd'hui d'indiquer quand il pourra faire part à la Chambre des résultats de ces enquêtes?

M. Gray: Le plus tôt possible, j'espère, et certainement d'ici un jour ou deux.

[M. Herbert.]

LES TRANSPORTS AÉRIENS**LE PROJET DE TAXE D'EMBARQUEMENT**

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'ai une brève question à poser au ministre des Transports. Peut-il maintenant nous dire où en est actuellement le projet de taxe d'embarquement qui a été annoncé en janvier dernier?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, cette taxe est encore à l'étude dans mon ministère.

M. MacKay: Le ministre peut-il donner quelques détails sur le montant précis de la taxe proposée et le mode de perception, et une idée du moment où elle entrera en vigueur?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, si j'étais à même de fournir tous ces détails, la question ne serait pas à l'étude au sein du ministère; la discussion serait déjà terminée.

* * *

● (1450)

LA LOI SUR LES BANQUES**LE PROJET DE RÉVISION**

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du ministre des Finances. Étant donné que la hausse des taux d'intérêt et des taux de base, c'est-à-dire les taux bancaires mêmes, font aujourd'hui l'objet de débats importants, le ministre pourrait-il nous dire s'il se fait actuellement un travail préliminaire en vue de la révision de la loi sur les banques, et quelle est la portée des projets actuels de révision, quelle est la composition du comité qui est peut-être à l'œuvre, et si le gouvernement a l'intention de publier un livre blanc avant la révision de la loi sur les banques?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): La loi sur les banques devra être révisée pour 1977. Je prévois que nous serons en mesure de présenter un bill à cet effet à la fin de 1975 ou en 1976.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Entre-temps, l'Association canadienne des banquiers et mon ministère sont à l'étudier chacun de son côté.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Je pense que le ministre est dangereusement présomptueux. Je suis persuadé qu'il reconnaît que pour produire une loi convenable sur les banques comportant les modifications requises par un système bancaire moderne, le délai est vraiment beaucoup plus court qu'il ne semble, étant donné que cette loi devra avoir été adoptée et être en application dès le 1^{er} janvier 1977.

M. Turner (Ottawa-Carleton): J'en conviens avec l'honorable représentant. J'ai pris des mesures afin de m'assurer qu'on en fera une étude publique et parlementaire appropriée afin que les modifications apportées à la loi sur les banques puissent être mises en application à cette date.